

CETTE ANNÉE, LE 22 AVRIL 2020, A MARQUÉ LE 50<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE  
JOUR DE LA TERRE  
et, maintenant...

## I. La situation de la biodiversité mondiale est désastreuse

Il est désormais incontestable que la Terre est au milieu de ce qui a été décrit comme la sixième grande extinction. Cet appauvrissement a réellement commencé avec notre émergence en tant que nouvelle espèce il y a près de 200 000 ans. Il s'est accru régulièrement avec l'expansion de la civilisation, la croissance de la population humaine, la sophistication croissante de la technologie et l'accélération de la transformation des terres pour servir nos «besoins» économiques.

Si nous continuons comme si de rien n'était, la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), homologue du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), affirme que le rythme mondial d'extinction des espèces va s'accélérer.

Son «Résumé à l'intention des décideurs politiques du rapport d'évaluation mondiale sur la biodiversité et les services écosystémiques», publié le 6 mai 2019, offre à l'humanité l'évaluation la plus effrayante à ce jour de l'état de la biosphère.

La nature est essentielle à l'existence humaine et à une bonne qualité de vie. La plupart des contributions de la nature à l'homme ne sont pas entièrement remplaçables, et certaines sont même irremplaçables. La nature joue un rôle essentiel dans la fourniture de denrées alimentaires et d'aliments pour animaux, d'énergie, de médicaments et de ressources génétiques, ainsi que d'une variété de matériaux fondamentaux pour le bien-être physique des personnes et le maintien de la culture.

Dans la plupart des régions du globe, la nature a été considérablement modifiée par de multiples facteurs humains, la grande majorité des indicateurs des écosystèmes et de la biodiversité montrant un déclin rapide. Soixante-quinze pour cent de la surface terrestre est considérablement altérée, 66 % de la zone océanique subit des impacts cumulatifs croissants et plus de 85 % des zones humides (superficie) ont disparu.

Les actions humaines menacent d'extinction plus d'espèces que jamais auparavant. En moyenne, environ 25 % des espèces des groupes d'animaux et de plantes évalués sont menacées (figure SPM.3), ce qui suggère qu'environ un million d'espèces sont déjà menacées d'extinction, souvent d'ici quelques décennies, à moins que des mesures ne soient prises pour réduire l'intensité des facteurs de perte de biodiversité.

Si le climat peut revenir à un état primordial dans des siècles ou des millénaires, si nous réduisons les émissions de gaz à effet de serre, une extinction d'espèces non négligeable sera éternelle. La restauration de la biosphère dans un état nouveau et tout aussi diversifié prendra des dizaines de millions d'années, un délai qui ne peut en aucun cas être significatif pour nos descendants.

## II. Le processus mondial est trop lent

Le fait de comprendre que nous avons un impact dévastateur sur la faune, les écosystèmes et les pools génétiques n'est pas nouveau. Ce n'est que plus récemment que nous avons réalisé à quel point nous sommes dépendants d'autres formes de vie, qui prospèrent dans des écosystèmes intacts, pour notre bien-être et notre survie.

L'ouvrage de Rachel Carson, *Silent Spring*, a sonné l'alarme existentielle en 1962, il y a près de 60 ans, sur les conséquences dévastatrices de l'empoisonnement de l'environnement pour lutter contre les «parasites». Son message a été réfuté de manière cinglante par les intérêts économiques, et les problèmes qu'elle a identifiés, amplifiés par tous nos autres impacts, continuent - pour l'instant.

Le Club de Rome, fondé en 1968 par 75 technocrates et hommes d'affaires internationaux, a commandé une étude sur les conséquences de la croissance économique sans contrainte de l'homme. «Les limites de la croissance», publié en 1972, prévoyait que si la croissance se poursuivait sans relâche, elle atteindrait sa limite au milieu de ce siècle, avec des conséquences désastreuses.

[Les deux sont référencés dans «Sustainable Development : historical markers» sur le site du MELCC (voir le lien <http://www.environnement.gouv.qc.ca/developpement/reperes.htm> dans le document fourni). Néanmoins, le Québec, comme le Canada, favorise la croissance du PIB comme moyen de dépasser la croissance de la dette].

Toujours en 1972, 10 ans après Printemps silencieux et 2 ans après la première Journée de la Terre, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement de Stockholm a cherché à dégager «une perspective commune» et ... «des principes communs» pour «la préservation et l'amélioration de l'environnement humain».

### Principe 2

Les ressources naturelles de la terre, y compris l'air, l'eau, la terre, la flore et la faune et des échantillons représentatifs des écosystèmes naturels, doivent être sauvegardées au profit des générations actuelles et futures par une planification ou une gestion minutieuse, selon le cas.

### Principe 4

L'homme a la responsabilité particulière de sauvegarder et de gérer avec sagesse le patrimoine de la faune et de son habitat, qui sont aujourd'hui gravement menacés par une combinaison de facteurs défavorables. La conservation de la nature, y compris de la faune sauvage, doit donc recevoir une place importante dans la planification du développement économique.

### Principe 21

Les États ont, conformément à la Charte des Nations unies et aux principes du droit international, le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur propre politique environnementale, et la responsabilité de veiller à ce que les activités relevant de leur juridic-

tion ou de leur contrôle ne causent pas de dommages à l'environnement d'autres États ou de zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale.

Voilà qui justifie Carson et le Club de Rome. Mais la juxtaposition des principes de responsabilité pour l'intégrité de la nature et du droit fondamental à son exploitation «conformément aux politiques environnementales» nous place devant des choix contradictoires auxquels nous sommes toujours confrontés aujourd'hui.

L'ACTION EN JUSTICE INTENTÉE PAR LE GC CONCERNANT LE PROCESSUS TRÈS DISCUTABLE DU TECHNOPARC DE SAINT LAURENT, QUI A DES RÉPERCUSSIONS SUR D'IMPORTANTES HABITATS D'OISEAUX ET DE ZONES HUMIDES, EN EST UN EXEMPLE FLAGRANT. IL NE FAIT AUCUN DOUTE QUE NOMBRE DE VOS EFFORTS AUPRÈS DE VOS CONSEILS LE SERONT ÉGALEMENT.

Où sont les limites entre développement et conservation ? Qui décide de la ligne à tracer et de ce qui est durable ? Sont-ils qualifiés pour le faire ? Compte tenu de ce qui se passe dans la biosphère, certaines de leurs actions serviront-elles à la rendre - et à nous rendre - meilleure ?

NOTRE AVENIR COMMUN, le rapport fondateur de 1987 sur les terres du BRUNDTLAND (WCED), mandaté par l'ONU en 1983, a défini la durabilité et a conduit aux processus en cours pour limiter le changement climatique et la perte de biodiversité. Dans la conclusion du chapitre 2, VERS UN DÉVELOPPEMENT DURABLE, on peut lire

«Dans son sens le plus large, la stratégie pour le développement durable vise à promouvoir l'harmonie entre les êtres humains et entre l'humanité et la nature. ... la poursuite du développement durable nécessite (parmi les 7 points énumérés) :

- 1 - un système politique qui garantisse une participation effective des citoyens à la prise de décision,
- 3 - un système social qui apporte des solutions aux tensions résultant d'un développement désastreux,
- 4 - un système de production qui respecte l'obligation de préserver la base écologique du développement,
- 7 - un système administratif souple et capable de s'autocorriger

Ces exigences sont davantage de la nature des objectifs qui devraient sous-tendre l'action nationale et internationale en matière de développement. Ce qui compte, c'est la sincérité avec laquelle ces objectifs sont poursuivis et l'efficacité avec laquelle les écarts par rapport à ces objectifs sont corrigés».

#### SOMMET DE LA TERRE DE RIO DE JANEIRO

La Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED), également connue sous le nom de Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, a été convoquée à Rio de Janeiro, au Brésil, du 3 au 14 juin 1992.

La convention des Nations unies sur la diversité biologique, ainsi que celles sur le changement climatique et la désertification, ont été présentées pour signature pendant la conférence, et le 11

juin, elles ont été **signées par le ministre fédéral de l'environnement, Jean Charest, au nom du Canada.**

TOUTES LES NATIONS PARTICIPANTES ONT COMPRIS QUE LES SIGNATURES DE LEURS REPRÉSENTANTS GOUVERNEMENTAUX SERAIENT CONSIDÉRÉES COMME JURIDIQUEMENT CONTRAIGNANTES. Et qu'elles seraient également liées par le processus d'élaboration et de mise en œuvre des termes des conventions lors des CONFÉRENCES DE SUIVI DES PARTIES, appelées CdP. Ces exigences s'étendent aux juridictions infranationales.

NOUS DEVONS NOUS ASSURER QUE NOS GOUVERNEMENTS LOCAUX SONT CONSCIENTS DES OBLIGATIONS QU'ILS ASSUMENT EN ÉTANT ÉLUS POUR DIRIGER. Lors de la COP 10 au Japon, au Sommet de la biodiversité de la ville 2010, une initiative extraordinaire a été prise par les représentants des gouvernements locaux, la DECLARATION AICHI/NAGOYA SUR LES AUTORITES LOCALES ET LA BIODIVERSITE

«Nous, maires, gouverneurs et autres hauts fonctionnaires, nous réunissons à Nagoya, Aichi, Japon, du 24 au 26 octobre, à l'occasion du Sommet de la biodiversité de la ville 2010, pendant l'Année internationale de la biodiversité :

reconnaissons que l'urbanisation rapide est l'un des moteurs de la perte de biodiversité mondiale, et que les autorités locales ont un rôle essentiel à jouer dans la mise en œuvre des objectifs de la CDB pour prévenir la poursuite de cette perte, et nous nous engageons à poursuivre cet objectif ;

lançons un appel à toutes les collectivités locales du monde et à leurs citoyens, ainsi qu'aux parties à la CDB et à la communauté internationale, pour qu'ils nous soutiennent dans cette entreprise. Cette déclaration expose nos raisons, nos actions et nos intentions».

NOS CONSEILS LOCAUX DOIVENT AGIR EN CONSÉQUENCE ET NE PAS NOUS FAIRE SOMNOLER VERS LA CATASTROPHE.

LES HABITANTS DES VILLES ET DES BANLIEUES ONT UN RÔLE IMPORTANT À JOUER POUR NOUS ÉDUIQUER, AINSI QUE NOS VOISINS ET NOS DIRIGEANTS, SUR NOS RESPONSABILITÉS COLLECTIVES.

NOUS DEVONS EXIGER QUE, EN PRIORITÉ, LES OBJECTIFS DE L'AICHI DE 17 % POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE ET DE 15 % POUR LA RESTAURATION SOIENT RESPECTÉS AU MAXIMUM LORSQUE DES SITES POTENTIELS SONT DISPONIBLES LOCALEMENT.

NOUS AVONS BESOIN QUE TOUS LES POLITICIENS, JURÉS, CHEFS D'ENTREPRISE, ÉDUCATEURS ET LE GRAND PUBLIC AGISSENT EN CONSÉQUENCE FACE À CE QUI EST VRAIMENT UNE MENACE EXISTENTIELLE POUR LA VIE SUR TERRE.

**NOUS DEVONS INSISTER SUR LE FAIT QUE DANS LES ACTIONS EN JUSTICE VISANT À LA CONSERVATION, TANT AU NIVEAU LOCAL QUE DANS UN**

CONTEXTE PLUS LARGE, LES POINTS DE DROIT, SUR LESQUELS LES JUGEMENTS DOIVENT SE FONDER, DOIVENT S'ÉTENDRE AUX OBLIGATIONS DÉCOULANT DES PACTES INTERNATIONAUX DÛMENT SIGNÉS EN NOTRE NOM.

### III CONCLUSION

NOUS, LES HUMAINS, SOMMES LES TÉMOINS, LES PARTICIPANTS ET LES VICTIMES ULTIMES D'UN DÉCLIN IRRÉVERSIBLE DE LA RICHESSE BIOLOGIQUE DE NOTRE PLANÈTE.

IL EST DE NOTRE DEVOIR D'AGIR AU NOM DE LA BIOSPHÈRE PUISQU'ELLE NE PEUT LE FAIRE POUR ELLE-MÊME NI PLAIDER SA CAUSE DEVANT LES TRIBUNAUX.

Le changement climatique fait la une des journaux, probablement parce que nous en sommes témoins à chaque inondation, à chaque incendie infernal et à chaque tempête apocalyptique, des événements qui font toujours la une des journaux et dont nous sommes de plus en plus témoins dans nos propres communautés.

Ce qui est moins évident pour nous, et ce qui est sous-estimé dans les médias, c'est le fait que la Terre se meurt et qu'elle le fait à un rythme de plus en plus rapide. Et que la solution ultime pour faire sortir les gaz à effet de serre de l'atmosphère consiste à guérir et à revigorer les systèmes vivants que nous avons été trop prêts à expédier.

Après tout, c'est la vie elle-même qui a évolué au cours d'une progression de 3,85 milliards d'années qui nous a menés à une biosphère dont la richesse est aujourd'hui sans précédent. La vie régule la composition et la température de l'atmosphère à son gré et nous en sommes les bénéficiaires, comme tous les êtres vivants. (James Lovelock de Ozone Hole et la renommée de l'hypothèse de Gaia nous l'a assuré).

LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE EST LA FIÈVRE DE LA PLANÈTE, À LA FOIS SYMPTÔME ET MOTEUR, MAIS LA MALADIE, LA MORBIDITÉ, LE DÉCLIN TERMINAL SE SITUE DANS LA BIOSPHÈRE. SACHANT CELA, POUVONS-NOUS CONTINUER À JOUER NOTRE RÔLE D'ESPÈCE DEVENUE PATHOGÈNE ?

UNE GUÉRISON COMPLÈTE PRENDRA DU TEMPS, DU TEMPS BIEN AU-DELÀ DE NOTRE PROPRE TEMPS - LE TEMPS DES ENFANTS DE NOS ENFANTS. NOUS, ET CEUX QUE NOUS CHOISSONS DE SERVIR, DEVONS ÊTRE DES AGENTS DE GUÉRISON, ET NON DE NUISANCE.

Citations, références, questions ouvertes:

*G. Evelyn Hutchinson (père de l'écologie moderne)  
The Biosphere, Scientific American, 1970*

«De nombreuses personnes, cependant, concluent, sur la base de preuves de plus en plus nombreuses et raisonnablement objectives, que la durée de vie de la biosphère en tant que région habitable pour les organismes doit être mesurée en décennies plutôt qu'en centaines de millions d'années. C'est entièrement la faute de notre propre espèce».

### ***La biodiversité des espèces et leur taux d'extinction, leur distribution et leur protection***

*[The biodiversity of species and their rates of extinction, distribution, and protection]*

**Science 30 mai 2014**

«Les taux actuels d'extinction sont environ 1000 fois supérieurs au taux d'extinction de fond. Ils sont plus élevés que ceux estimés précédemment et probablement encore sous-estimés. Les taux futurs dépendront de nombreux facteurs et sont susceptibles d'augmenter. Enfin, bien que des progrès rapides aient été réalisés dans le développement des zones protégées, ces efforts ne sont pas écologiquement représentatives et ne protègent pas la biodiversité de manière optimale».

### ***Remettre les objectifs de développement durable sur les rails***

*[Get the Sustainable Development Goals back on track]*

**Nature 2 janvier 2020**

«Les SDG (objectifs de développement durable) ont été lancés dans un rapport des Nations unies de 2015 intitulé "Transformer notre monde". En effet, un monde sans faim ni maladie, avec des emplois valorisants et un environnement propre, nécessite un changement transformationnel. Mais, au vu des tendances actuelles, peu d'éléments indiquent que ce changement sera réalisé d'ici 2030. C'est une raison de redoubler d'efforts politiques guidés par les faits. Le véritable changement ne se produira pas tant que l'interface entre la recherche et les politiques ne sera pas renforcée. Le temps presse, et il y a beaucoup à faire quand une décennie est tout ce que nous avons».

### ***Les nouveaux objectifs en matière de biodiversité ne peuvent pas se permettre d'échouer***

**Nature 20 février 2020**

«La plupart des mesures de la biodiversité suggèrent que les choses vont mal. Environ un million d'espèces végétales et animales sont menacées d'extinction, selon la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). Et le président français Emmanuel Macron a qualifié la semaine dernière la lutte pour la biodiversité et le changement climatique de "combat du siècle".

Il y a dix ans, les pays se sont réunis pour créer un plan décennal, subdivisé en 20 objectifs, pour la protection et la conservation des systèmes naturels. Le plan, également connu sous le nom d'objectifs de biodiversité d'Aichi, expire à la fin de cette année - et la plupart des objectifs n'auront pas été atteints».

### **Le développement durable : repères historiques**

*(Ministre de l'Environnement et lutte contre les changements climatiques)*

[www.environnement.gouv.qc.ca/developpement/reperes.htm](http://www.environnement.gouv.qc.ca/developpement/reperes.htm)

[www.environnement.gouv.qc.ca/developpement/reperes\\_en.htm](http://www.environnement.gouv.qc.ca/developpement/reperes_en.htm)

### **Ministère de l'Environnement et Lutte contre les changements climatiques**

[www.environnement.gouv.qc.ca/index.asp](http://www.environnement.gouv.qc.ca/index.asp)

[www.environnement.gouv.qc.ca/index\\_en.asp](http://www.environnement.gouv.qc.ca/index_en.asp)

### **Qu'est-ce que la diversité biologique?**

[www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/inter.htm](http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/inter.htm)

[www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/voir.htm](http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/voir.htm)

### **Biodiversity in Québec - What Is Biodiversity?**

[www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/inter\\_en.htm](http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/inter_en.htm)

[www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/voir\\_en.htm](http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/voir_en.htm)

### **Déclaration du Groupe des principaux gouvernements infranationaux sur les objectifs d'Aichi pour la biodiversité (GoLS) à la 14e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique Sharm El-Sheikh, Egypte, novembre 2018**

**«Rôles des gouvernements infranationaux en matière de biodiversité vers 2020 et au-delà»**

[Statement of the Group of the Leading Subnational Governments toward Aichi Biodiversity Targets (GoLS) to the 14th Conference of the Parties of the Convention on Biological Diversity Sharm El-Sheikh, Egypt, November 2018 — “Roles of Subnational Governments with Respect to Biodiversity toward 2020 and beyond”]

[www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/orientations/declaration-groupe-gouv-infranationaux-en.pdf](http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/orientations/declaration-groupe-gouv-infranationaux-en.pdf)

*NB MarieChantal Chassé, Députée de Châteauguay, Coalition avenir Québec, était l'une des 8 représentantes du Groupe des gouvernements infranationaux leaders vers les objectifs de la biodiversité d'Aichi (GoLS) à la 14e Conférence des Parties de la Convention sur la diversité biologique de Charm el-Cheikh, en Égypte, en novembre 2018, dans son rôle de ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques !*

Communiqué de presse: Le dangereux déclin de la nature : Un taux d'extinction des espèces « sans précédent » et qui s'accélère <https://ipbes.net/news/Media-Release-Global-Assessment-Fr>

Les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité (*Voir, en particulier, les objectifs 11 et 15*)

[www.cbd.int/doc/strategic-plan/2011-2020/Aichi-Targets-FR.pdf](http://www.cbd.int/doc/strategic-plan/2011-2020/Aichi-Targets-FR.pdf)

Déclaration d'aichi-nagoya sur les autorités locales et la diversité biologique

[www.cbd.int/authorities/doc/CBS-declaration/Aichi-Nagoya-Declaration-CBS-fr.pdf](http://www.cbd.int/authorities/doc/CBS-declaration/Aichi-Nagoya-Declaration-CBS-fr.pdf)

Transformer notre monde : le Programme de développement

durable à l'horizon 2030 <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/biodiversity>

Transforming our World: The 2030 Agenda for Sustainable Development

[sustainabledevelopment.un.org/post2015/transformingourworld/publication](https://sustainabledevelopment.un.org/post2015/transformingourworld/publication)

L'OBJECTIF 15 DES OBJECTIFS D'AICHI

[Target 15 - Technical Rationale extended (provided in document COP/10/INF/12/Rev.1)]

[www.cbd.int/sp/targets/rationale/target-15/](http://www.cbd.int/sp/targets/rationale/target-15/)

[www.cbd.int/doc/strategic-plan/targets/T15-quick-guide-fr.pdf](http://www.cbd.int/doc/strategic-plan/targets/T15-quick-guide-fr.pdf)

[www.cbd.int/doc/strategic-plan/targets/T15-quick-guide-en.pdf](http://www.cbd.int/doc/strategic-plan/targets/T15-quick-guide-en.pdf)

## Une réflexion supplémentaire

L'objectif 11 d'Aichi exigeant 17% de conservation terrestre a-t-il été défini comme un plancher ou un plafond ? - Comme un seuil nécessaire au-delà duquel nous devons agir ou comme une limite supérieure qu'il n'est pas nécessaire de dépasser ? Comment le Québec et le Canada le définissent-ils ?

Étant donné que les zones humides sont les écosystèmes les plus gravement dégradés, détruits, drainés ou mis en décharge dans le monde, cela ne signifie-t-il pas que des mesures devraient être mises en place dans la loi pour restaurer, réhabiliter ou recréer les habitats des zones humides conformément à l'objectif 15 de l'Aichi, qui consiste à réhabiliter 15 % des écosystèmes dégradés ? N'en bénéficions-nous pas ?

Les écosystèmes de forêts et de prairies, ici et dans le monde entier, ne méritent-ils pas aussi la considération accordée à la croissance et à la repousse que l'économie ? Et à la mesure des objectifs de 17% + 15% d'Aichi.

COVID-19 n'est-il pas l'un des nombreux autres résultats négatifs possibles - économiques, sociaux et médicaux - qui découlent du mépris et de la profanation de l'environnement ?

Ne devons-nous pas cesser de considérer les résultats négatifs prévus comme simplement hypothétiques, en reconnaissant qu'au moins certaines des prévisions les plus sombres du passé se sont réalisées ? COVID-19, qui est une zoonose, n'est-il qu'un cas d'espèce et un avertissement des attractions à venir ?

David Fletcher,  
Vice-président et porte-parole,  
Coalition verte



THIS YEAR, APRIL 22, 2020, MARKED THE 50<sup>th</sup> ANNIVERSARY  
OF  
EARTH DAY  
*and, now . . .*

## I. The Global Biodiversity Situation Is Dire

It is now **uncontroversial** that Earth is in the midst of what has been described as **the Sixth Great Extinction**. This depletion really began with our emergence as a new species nearly 200,000 years ago. It has grown steadily with the expansion of civilization, the growth of human population, the increasing sophistication of technology and the quickenning of land transformation to serve our economic “needs.”

If we continue with business as usual, the **Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES)**, counterpart of the **Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC)** states that the global rate of species extinction will accelerate.

Its “**Summary for policymakers of the global assessment report on biodiversity and ecosystem services,**” released on 6 May 2019, offers humanity the most chilling assessment yet of the state of the biosphere.

**Nature is essential for human existence and good quality of life. Most of nature’s contributions to people are not fully replaceable, and some are irreplaceable.** Nature plays a critical role in providing food and feed, energy, medicines and genetic resources and a variety of materials fundamental for people’s physical well-being and for maintaining culture.

**Nature across most of the globe has now been significantly altered by multiple human drivers, with the great majority of indicators of ecosystems and biodiversity showing rapid decline.** Seventy-five per cent of the land surface is significantly altered, 66 per cent of the ocean area is experiencing increasing cumulative impacts, and over 85 per cent of wetlands (area) has been lost.

**Human actions threaten more species with global extinction now than ever before.** An average of around 25 per cent of species in assessed animal and plant groups are threatened (figure SPM.3), suggesting that around 1 million species already face extinction, many within decades, unless action is taken to reduce the intensity of drivers of biodiversity loss.

While the climate may recover to a primordial state in centuries or millennia, if we curb greenhouse gas emissions, a not inconsequential species extinction will be forever. Restoration of the biosphere to a novel, equally diverse state will take 10s of millions of years, a time frame that cannot, in any way, be positively meaningful to our descendants.

## II. The Global Process Is Too Slow

The understanding that we are having a devastating impact on wildlife, ecosystems and gene-pools is not new. It is only more recently that we have come to realize how dependant we are on other life forms, thriving in intact ecosystems, for our welfare and survival.

Rachel Carson's **Silent Spring** raised an existential alarm in 1962, nearly 60 years ago, about the devastating outcome of poisoning the environment to control "pests." Her message was refuted scathingly by economic interests, and the problems she identified, magnified by all our other impacts, continues — for now.

The Club of Rome, founded in 1968 by 75 international technocrats and businessmen, commissioned a study on the consequences of man's unconstrained economic growth. "The Limits to Growth," published in 1972, predicted that if growth continued unabated it would reach its limit by the middle of this century, with dire consequences.

*[Both are referenced in "Sustainable Development: historical markers" on the MELCC website (see link <http://www.environnement.gouv.qc.ca/developpement/reperes.htm> in the handout provided). Nevertheless, Quebec, like Canada, promotes growth of GDP as a means of outpacing growing debt.]*

Also in 1972, **10 years after Silent Spring**, and **2 years after the first Earth Day**, Stockholm's **United Nations Conference on the Human Environment**, sought out "a common outlook" and . . . "common principles" toward "the preservation and enhancement of the human environment."

### **Principle 2**

The natural resources of the earth, including the air, water, land, flora and fauna and especially representative samples of natural ecosystems, must be safeguarded for the benefit of present and future generations through careful planning or management, as appropriate.

### **Principle 4**

Man has a special responsibility to safeguard and wisely manage the heritage of wildlife and its habitat, which are now gravely imperilled by a combination of adverse factors. Nature conservation, including wildlife, must therefore receive importance in planning for economic development.

### **Principle 21**

States have, in accordance with the Charter of the United Nations and the principles of international law, the sovereign right to exploit their own resources pursuant to their own environmental policies, and the responsibility to ensure that activities within their jurisdiction or control do not cause damage to the environment of other States or of areas beyond the limits of national jurisdiction.

Here is vindication for Carson and the Club of Rome. **But, the juxtaposed principles of having a responsibility for nature's integrity while at the same time the fundamental right to its**

exploitation “pursuant to environmental policies” presents us with the conflicted choices we continue to face today.

**GC’S COURT ACTION OVER THE VERY QUESTIONABLE PROCESS IN THE SAINT LAURENT TECHNOPARC IMPACTING IMPORTANT BIRD AND WETLAND HABITAT IS A GLARING CASE IN POINT. NO DOUBT MANY OF YOUR EFFORTS WITH YOUR COUNCILS WILL BE SO ALSO.**

**Where are the bounds between development and conservation? Who decides where the line should be drawn and what is sustainable? Are they qualified to do so? Given what is happening to the biosphere, will any of their actions serve to make it – and us - better?**

**OUR COMMON FUTURE**, 1987’s foundational BRUNDTLAND REPORT (WCED), mandated by the UN in 1983, defined sustainability and led to the ongoing processes to **limit climate change and biodiversity loss**. In the Conclusion to Chapter 2, TOWARDS SUSTAINABLE DEVELOPMENT, we read

“In its broadest sense, the strategy for sustainable development aims to promote harmony among human beings and between humanity and nature. . . . the pursuit of sustainable development requires (among 7 points listed):

- 1 • a political system that secures effective citizen participation in decision-making,**
- 3 • a social system that provides for solutions for the tensions arising from disharmonious development,**
- 4 • a production system that respects the obligation to preserve the ecological base for development,**
- 7 • an administrative system that is flexible and has the capacity for self-correction**

These requirements are more in the nature of goals that should underlie national and international action on development. What matters is the sincerity with which these goals are pursued and the effectiveness with which departures from them are corrected.”

#### **RIO DE JANEIRO EARTH SUMMIT**

The **United Nations Conference on Environment and Development (UNCED)**, also known as the **Rio de Janeiro Earth Summit**, was convened in Rio de Janeiro, Brazil from 3 to 14 June in 1992.

The **UN CONVENTION ON BIOLOGICAL DIVERSITY**, along with those for Climate Change and Desertification, was presented for signature during the Conference, and on June 11 was **signed by Federal Environment Minister Jean Charest on behalf of Canada**.

**ALL PARTICIPATING NATIONS UNDERSTOOD THAT THE SIGNATURES OF THEIR GOVERNMENTAL REPRESENTATIVES WOULD BE CONSIDERED**

**LEGALLY BINDING.** And that they would also be bound by the process to elaborate and enhance the terms of the Conventions in the follow-up CONFERENCES OF THE PARTIES known as COPs. These requirements extend to sub-national jurisdictions.

**WE MUST ASSURE THAT OUR LOCAL GOVERNMENTS ARE AWARE OF THE OBLIGATIONS THEY ASSUME BY BEING ELECTED TO LEAD.** At COP 10 in Japan, at the *City Biodiversity Summit 2010*, an extraordinary initiative was undertaken by representatives of local governments, the **AICHI/NAGOYA DECLARATION ON LOCAL AUTHORITIES AND BIODIVERSITY**

*“We, Mayors, Governors and other high-level official meeting in Nagoya, Aichi, Japan, from October 24-26, at the occasion of the City Biodiversity Summit 2010 during the International Year of Biodiversity:*

*recognize that rapid urbanization is one of the drivers of global biodiversity loss, and local authorities have a critical role to play in implementing the objectives of the CBD to prevent the continuation of this loss, and we commit to pursuing this goal;*

*appeal to all local governments of the world and their citizens, as well as the CBD Parties and the international community, to support us in this endeavor. This Declaration outlines our reasons, our actions, and our intentions.”*

OUR LOCAL COUNCILS MUST ACT ACCORDINGLY AND NOT SLEEPWALK US TOWARDS DISASTER.

URBAN AND SUBURBAN DWELLERS HAVE AN IMPORTANT ROLE TO PLAY IN EDUCATING OURSELVES, OUR NEIGHBOURS AND OUR LEADERS ABOUT OUR COLLECTIVE RESPONSIBILITIES.

WE MUST DEMAND THAT, AS A PRIORITY, THE AICHI TARGETS OF 17% IN NATURE CONSERVATION AND 15% IN RESTORATION BE RESPECTED TO THE MAXIMUM WHERE POTENTIAL SITES ARE AVAILABLE LOCALLY.

WE NEED ALL POLITICIANS, JURORS, CORPORATE LEADERS, EDUCATORS AND THE GENERAL PUBLIC TO ACT ACCORDINGLY IN FACE OF WHAT IS TRULY AN EXISTENTIAL THREAT TO LIFE ON EARTH.

**WE MUST INSIST THAT IN COURT ACTIONS SEEKING CONSERVATION, BOTH LOCALLY AND IN THE WIDER CONTEXT, POINTS OF LAW, UPON WHICH JUDGMENTS MUST BE BASED, MUST EXTEND TO OBLIGATIONS UNDER INTERNATIONAL COVENANTS DULY SIGNED ON OUR BEHALF.**

### **III CONCLUSION**

WE HUMANS ARE WITNESSES TO, PARTICIPANTS IN, AND ULTIMATE VICTIMS OF AN IRREVERSIBLE DECLINE IN OUR PLANETS RICH BIOLOGICAL ENDOWMENT.

IT IS OUR DUTY TO ACT ON THE BIOSPHERE'S BEHALF SINCE IT CANNOT DO SO FOR ITSELF NOR ARGUE ITS CASE IN COURT.

Climate Change grabs the headlines probably because it is something we witness with every biblical flood and every hellish fire and every apocalyptic storm, events always in the news, and increasingly, now, in our own communities.

Less immediately obvious to us, and understated in the media, is the fact the Earth is dying and that it is doing so at an ever-accelerating pace. And that the ultimate solution to getting green house gases out of the atmosphere is by healing and reinvigorating the living systems we have been too ready to dispatch.

It is life itself, after all, evolving through a 3.85 billion year progression that led to us and to a biosphere now unprecedented in its richness through all that time. Life regulates the composition and temperature of the atmosphere to its own liking and we are the beneficiaries as are all living things. (*James Lovelock of Ozone Hole and Gaia Hypothesis fame has assured us so.*)

GLOBAL HEATING IS THE PLANET'S FEVER, BOTH SYMPTOM AND DRIVER, BUT THE DISEASE, THE MORBIDITY, THE TERMINAL DECLINE IS IN THE BIOSPHERE. KNOWING THIS, CAN WE CONTINUE **OUR** ROLE AS A SPECIES NOW BECOME PATHOGEN?

A FULL HEALING WILL TAKE TIME, *TIME WELL BEYOND OUR OWN — OUR CHILDREN'S CHILDREN'S TIME*. WE, AND THOSE WE ELECT INTO SERVICE, MUST BE AGENTS OF HEALING, NOT HARM.

## Quotations/References/Open Questions:

“Many people, however, are concluding on the basis of mounting and reasonably objective evidence that the length of life of the biosphere as an inhabitable region for organisms is to be measured in decades rather than in hundreds of millions of years. This is entirely the fault of our own species.”

*G. Evelyn Hutchinson (father of modern ecology)*  
*The Biosphere, Scientific American, 1970*

### ***The biodiversity of species and their rates of extinction, distribution, and protection***

*Science* 30 May 2014

“Current rates of extinction are about 1000 times the background rate of extinction. These are higher than previously estimated and likely still underestimated. Future rates will depend on many factors and are poised to increase. Finally, although there has been rapid progress in developing protected areas, such efforts are not ecologically representative, nor do they optimally protect biodiversity.”

### ***Get the Sustainable Development Goals back on track***

*Nature* January 2, 2020

“The SDGs (Sustainable Development Goals) were launched in a 2015 UN report called Transforming our World. That's because a world without hunger and disease, with meaningful jobs and a clean environment, requires transformational change. But, on present trends, there are few signs that such change will be achieved by 2030. That's a reason to redouble policy efforts guided by evidence. Real change won't

come until the research—policy interface is strengthened. Time is short, and there’s a lot to do when a decade is all we have.”

### ***New biodiversity targets cannot afford to fail***

*Nature February 20, 2020*

“Most measures of biodiversity suggest that things are going badly wrong. Some one million plant and animal species face extinction, according to the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES). And French President Emmanuel Macron last week called the battle for biodiversity and climate change “the fight of the century”.

A decade ago, countries united to create a 10-year plan, sub-divided into 20 targets, for protecting and conserving natural systems. The plan, also known as the Aichi Biodiversity Targets, expires at the end of this year — and most of the targets will not have been reached.”

### **Le développement durable : repères historiques**

*(Ministre de l’Environnement et lutte contre les changements climatiques)*

<http://www.environnement.gouv.qc.ca/developpement/reperes.htm>

[http://www.environnement.gouv.qc.ca/developpement/reperes\\_en.htm](http://www.environnement.gouv.qc.ca/developpement/reperes_en.htm)

### **Ministère de l’Environnement et Lutte contre les changements climatiques**

<http://www.environnement.gouv.qc.ca/index.asp>

[http://www.environnement.gouv.qc.ca/index\\_en.asp](http://www.environnement.gouv.qc.ca/index_en.asp)

### **Qu’est-ce que la diversité biologique?**

<http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/inter.htm>

<http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/voir.htm>

### **Biodiversity in Québec - What Is Biodiversity?**

[http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/inter\\_en.htm](http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/inter_en.htm)

[http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/voir\\_en.htm](http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/voir_en.htm)

### **Déclaration du Groupe des principaux gouvernements infranationaux sur les objectifs d’Aichi pour la biodiversité (GoLS) à la 14e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique Sharm El-Sheikh, Egypte, novembre 2018**

#### **«Rôles des gouvernements infranationaux en matière de biodiversité vers 2020 et au-delà»**

Statement of the Group of the Leading Subnational Governments toward Aichi Biodiversity Targets (GoLS) to the 14th Conference of the Parties of the Convention on Biological Diversity Sharm El-Sheikh, Egypt, November 2018 — “Roles of Subnational Governments with Respect to Biodiversity toward 2020 and beyond”

<http://www.environnement.gouv.qc.ca/biodiversite/orientations/declaration-groupe-gouv-infranationaux-en.pdf>

*NB MarieChantal Chassé, Députée de Châteauguay. Coalition avenir Québec, was one of 8 representatives of the Group of the Leading Subnational Governments toward Aichi Biodiversity Targets (GoLS) to the 14th Conference of the Parties of the Convention on Biological Diversity Sharm El-Sheikh, Egypt, November 2018 in her then role as Minister for the Environment and the Fight against Climate Change!*

Communiqué de presse: Le dangereux déclin de la nature : Un taux d’extinction des espèces « sans précédent » et qui s’accélère <https://ipbes.net/news/Media-Release-Global-Assessment-Fr>

Les Objectifs d’Aichi pour la biodiversité (*Voir, en particulier, les objectifs 11 et 15*)

<https://www.cbd.int/doc/strategic-plan/2011-2020/Aichi-Targets-FR.pdf>

Déclaration d'aichi-nagoya sur les autorités locales et la diversité biologique

<https://www.cbd.int/authorities/doc/CBS-declaration/Aichi-Nagoya-Declaration-CBS-fr.pdf>

Transformer notre monde : le Programme de développement

durable à l'horizon 2030 <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/biodiversity>

Transforming our World: The 2030 Agenda for Sustainable Development

<https://sustainabledevelopment.un.org/post2015/transformingourworld/publication>

### **L'OBJECTIF 15 DES OBJECTIFS D'AICHI**

[TARGET 15 - Technical Rationale extended (provided in document COP/10/INF/12/Rev.1)]

<https://www.cbd.int/sp/targets/rationale/target-15/>

<https://www.cbd.int/doc/strategic-plan/targets/T15-quick-guide-fr.pdf>

<https://www.cbd.int/doc/strategic-plan/targets/T15-quick-guide-en.pdf>

## Extra food for thought

Has Aichi's Target 11 requiring 17% in terrestrial conservation been defined as a floor or a ceiling? — As a necessary threshold beyond which we must act or as an upper limit we need not exceed? How do Quebec and Canada define it?

Given that wetlands are the most severely degraded, destroyed, drained or landfilled ecosystems worldwide, does this not mean that measures should be enacted in law to restore, rehabilitate or recreate wetland habitat in line with Aichi Goal 15 of rehabilitating 15% of degraded ecosystems? Do we not benefit from them?

Do not forest and grassland ecosystems, here and worldwide, not also deserve as much consideration for growth and regrowth as is accorded the economy? And to the extent of Aichi's 17% + 15% targets.

Is COVID-19 not one among many other possible negative outcomes – economic, social and medical — that arise out of a disregard for and desecration of the environment?

Do we not have to stop treating projected negative outcomes as merely hypothetical, acknowledging that at least some of the direst past predictions have come to pass? Is COVID-19, being zoonotic, merely a present case in point and a forewarning of coming attractions?

David Fletcher,  
Vice president and Spokesperson,  
Green Coalition